

MAÏTIA : « POUR UNE GOUVERNANCE GLOBALE DES PYRÉNÉES »

François Maïtia est vice-président du Conseil régional d'Aquitaine. Mais il est aussi co-président du Comité de Massif des Pyrénées, une structure créée en 1985 qui a vu ses prérogatives renforcées en 2005 par la loi sur les territoires ruraux.

Et ses moyens aussi, après une première convention interrégionale 2000-2006 portant sur 80 millions d'euros (40 millions pour l'État, 39 pour les Régions, et 3,5 pour l'Europe), une nouvelle convention 2007-2013 devrait, elle, approcher les 145 millions d'euros avec une participation renforcée de l'Europe et l'entrée en jeu des six Départements concernés.

Des crédits qui seront affectés en direction du tourisme, de la biodiversité, de la protection contre les risques naturels, le maintien de la filière agropastorale et la valorisation de la ressource forestière, la formation, les services, la coopération transfrontalière.

Autant de thèmes déclinés également dans le tout nouveau « Schéma interrégional d'aménagement et de développement des Pyrénées » dont l'ambition est selon François Maïtia de « fixer l'avenir des Pyrénées à l'horizon 2020 ».

Autant de domaines aussi, d'après lui, où la logique de Massif doit prévaloir : « Il est absolument nécessaire que l'on se penche sur une gouvernance globale des Pyrénées ».

TOYAL : « NOUS AURIONS DÛ ASSISTER CES JOURS-CI À L'OUVERTURE DU SITE DE LACQ... »

François Maïtia, vice-président du Conseil régional, ne semble pas particulièrement optimiste quant à l'évolution du dossier Toyal. « Nous aurions dû assister ces jours-ci à l'ouverture de l'usine de Toyal à Lacq, observe-t-il. Nous avions là un groupe qui souhaitait développer son activité dans le département dans un domaine différent de ce qu'il maintenait à Accous. Il y aurait donc eu des créations d'emplois qui auraient fait le bonheur d'un certain nombre de gens dans les Pyrénées-Atlantiques. C'est dommage ». Les choses ayant été ce qu'elles sont, François Maïtia estime aujourd'hui que le dossier est « compliqué », du fait notamment « des données environnementales ». Mais l'engagement financier de la Région est « ferme » a-t-il précisé. Les négociations peuvent-elles, pour lui, déboucher rapidement ? « Je continue d'avoir la crainte qu'aujourd'hui Toyal soit sous le coup de la nécessité d'augmenter sa production, rétorque-t-il. D'après moi, ce n'est pas très bon ». Et de terminer par une petite flèche décochée à l'attention du député Lassalle : « Le rôle des collectivités locales est de créer l'environnement favorable pour ancrer une entreprise. À Lacq, nous étions dans ce schéma-là. Toyal avait décidé d'y aller à cause de facilités liées à sa nouvelle ligne de produit. Si Jean Lassalle a bénéficié de beaux reportages à la télévision, c'est qu'on est malheureusement passé par l'étape grève de la faim. Il compte sur cette exposition médiatique pour se faire élire. Mais il a pris en otage tout le monde ».